

La Brèche

LIGUE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE

AVRIL 79

FEUILLE BIENNOISE N°12

Prenez contact: LMR, c.p.13, 2500 Bienne 4

Lisez La Brèche,
dans le dernier numéro:

DOSSIER: FRANCE: une gauche
divisée, mais majoritaire.
Explosion des luttes
ouvrières

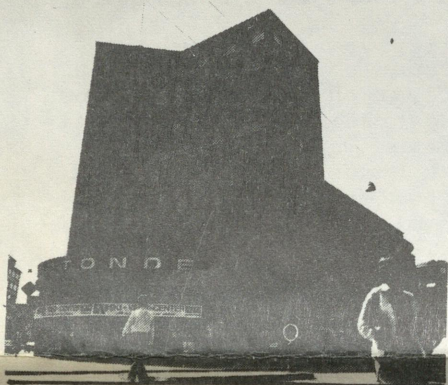
TVA: POURQUOI UN NON DE
PRINCIPE?

Imp.: C.A. Safrern
éd. resp. R. Riemer

VOUS AVEZ DIT LA CRISE, QUELLE CRISE?

A lire les déclarations des municipaux sociaux-démocrates ou de l'Entente, la question semble ouverte... La municipalité de gauche a d'autres chats à fouetter! Les salariés contribuables apprécieront à leur juste valeur les réponses de M. Fehr et de M. Kern qui développent, avec pas mal de cynisme, leur politique anti-ouvrière.

La Maison du Peuple:
un succès culturel!



Ainsi le maire social-démocrate de Bienne a-t-il le culot de dire qu'il place le développement de la culture avant celui de l'économie, élaborant une théorie fumeuse selon laquelle "l'activité sociale et culturelle joue certainement un rôle éminent" dans l'installation d'une entreprise à Bienne. Les milliers de travailleurs qui ont perdu leur place de travail peuvent en témoi-

gner très certainement, Monsieur Fehr! Quant aux petits contribuables qui bouclent avec peine leur fin de mois, ils apprendront avec gratitude (!) que M. Fehr, directeur des finances, juge plus important la qualité de la vie que le taux d'impôt. Il est vrai que si l'on a un revenu qui dépasse les 100.000 frs comme vous M. Fehr, on peut se permettre d'être de cet avis... En parfait technocrate soucieux de son image de marque, le maire se réjouit de "la bonne réputation" dont jouit Bienne dans le reste de la Suisse. Voyez donc il a même réussi à faire un prospectus de qualité sur la ville de l'Avenir! Cherchant à épinglez quelques places de travail à son palmarès, M. Fehr cite la petite dizaine de postes de travail qui ont été créés à Bienne depuis 75. Ce qu'il ne dit pas, ce sont les milliers d'autres, détruits, ceux de la GM, de la Centrale, de la Bulova, de la Recta, les milliers de travailleurs immigrés renvoyés (certes ce n'était pas des électeurs, M. Fehr!), les travailleuses obligées de retourner à leur ménage, les jeunes qui connaissent une formation au rabais, dans un emploi qui ne leur convient pas. Non, M. Fehr, vous avez intérêt à vous taire sur tout cela parce que si le parti socialiste gère les affaires à Bienne, il a été incapable totalement, avec les syndicats de s'opposer à l'hémorragie de l'emploi. Il a multiplié les commissions paritaires avec les représentants patronaux, les négociations autour du tapis vert, il a lancé de la poudre aux yeux, en instituant un "office de promotion économique".

Et vous avez l'impudence de déclarer que le chômage a été en partie résorbé, parce qu'il n'apparaît plus dans les statistiques! Là où vous poussez décidément la franchise politique un peu loin, c'est quand vous vous déclarez satisfait que les milieux économiques "nous accordent une confiance aussi grande qu'à une gestion qui serait d'inspiration bourgeoise". Sur ce point, vous avez raison; le patronat vous accorde un bon certificat: un parti ouvrier a géré, en évitant toutes les vagues, la crise et l'austérité sur le dos de la majorité salariée de la population. Dernière remarque: vos camarades de parti apprécieront le coup de chapeau que vous

faites à l'Entente, publicité oblige. Mais pour vous, M. Fehr, y a-t-il au fond une différence entre ce parti et le vôtre?

Aux militants sociaux-démocrates écoeurés, aux travailleurs, aux syndicalistes démoralisés, nous proposons un débat dans le mouvement ouvrier sur comment sortir de l'impasse actuelle, quelle alternative à la paix du travail et à la politique de gestion de l'état. Pour la LMR, cette alternative politique doit se construire contre le pouvoir patronal, celui du capital et des banques, en refusant toute confiance dans l'état, en développant systématiquement l'unité des organisations ouvrières, en renforçant l'organisation syndicale dans les entreprises, en engageant des actions et des mobilisations. Dans la région horlogère, face à la crise, un objectif est central: la diminution du temps de travail. Pour y parvenir réellement, il s'agit d'engager une activité syndicale qui permette de contrôler dans les entreprises et dans la branche les postes de travail existants et les rythmes de travail.

NON AUX FERMETURES DE CLASSES

L'initiative pour de petites classes a été refusée en décembre dernier. Contrairement aux promesses faites et par les autorités scolaires et par la SEB pendant la campagne, de nombreuses classes sont fermées aujourd'hui, aux dépens de la qualité de l'enseignement et de la sécurité de l'emploi des enseignants. Ni les parents ni les enseignants, ni les élèves n'ont d'ailleurs un quelconque mot à dire ou



une quelconque influence sur une telle politique.

Pour faire face à ces mesures, seule une activité syndicale des enseignants en lien avec l'ensemble des salariés et de leurs organisations peut permettre une riposte. Aucune illusion ne doit plus être entretenue envers la SEB (Société des Enseignants Bernois) qui, également sur la question du chômage des enseignants (il y en a toujours près de 500 dans le canton), est incapable de mener une politique de défense réelle des enseignants chômeurs, utilisés comme main d'oeuvre bon marché, envoyés à droite et à gauche, pour un jour, une semaine, à Bienne ou d'autres localités. L'étroite collaboration de cette association avec les autorités, comme l'ont encore montré ses hésitations et son refus d'apparaître publiquement à propos de la non-élection de K. Bohren dans la commune de Köniz, ne lui permettra pas ni au moment des élections de 80 ni sur la question de la détérioration des conditions d'enseignement de défendre réellement ses membres. Il est donc urgent pour les enseignants préoccupés par les fermetures des classes et le nombre croissant d'enseignants chômeurs, de rejoindre les enseignants engagés dans la VPOD.

défendre l'emploi, les salaires, les conditions de travail !

Rien ne s'améliore pour les travailleurs de l'horlogerie. Par contre le patronat lui ne perd pas une minute pour rationaliser la production sur leur dos: augmentation des rythmes de travail, dégradation des conditions de travail et de salaire, chômage total ou complet, déqualification des postes... Bref, le patronat consolide ses bases économiques et sa position offensive pour imposer sa politique aux travailleurs. Par ailleurs les travailleurs sont toujours plus divisés et la politique syndicale n'a pas permis d'imposer leurs solutions, telle que par exemple la diminution du temps de travail, la présence syndicale dans les entreprises.

■ DES PETITIONS, DES INITIATIVES POPULAIRES, ET APRES!

En novembre dernier, la FTMH lançait toute seule une pétition au Conseil Fédéral qui lui demandait de prendre des mesures pour aider l'industrie d'exportation. Le PSS lance une initiative pour la levée partielle du secret bancaire, enfin dernièrement, le POCH-PdT-PSA lance une initiative pour défendre les places de travail. Ces diverses initiatives et pétitions sont-elles des moyens appropriés pour la défense de l'emploi et des intérêts des travailleurs? Elles pourraient en partie l'être si elles n'avaient pas pour objectif de placer la défense des travailleurs entre les mains de la Confédération. De l'avis de la FTMH comme des organisations politiques, l'Etat serait un instrument efficace pour lutter contre les lois du marché capitaliste et de la concurrence qui sont à l'origine du chômage. Mais le chômage est une donnée permanente liée à l'existence même du capitalisme, et l'Etat intervient toujours pour défendre l'industrie contre les travailleurs. Ainsi, les dernières subventions de la Confédération et des cantons à l'industrie horlogère accordée avec le soutien de la gauche au Parlement montrent que les travailleurs n'ont aucune garantie qu'elles ne soient pas utilisées dans l'intérêt patronal pour rationaliser. Au contraire! Par exemple la demande de la création de "sociétés avec participation des collectivités publiques" ne signifie rien de plus qu'une entreprise du type de l'ASUAG qui rationalise sur le dos des travailleurs. A notre avis, pour enrayer l'hémorragie de l'emploi dans l'horlogerie, il faut revendiquer la nationalisation sans indemnité des trusts horlogers. Les travailleurs doivent pouvoir exercer un contrôle dans ces entreprises nationalisées sur les conditions de salaires, de travail et d'embauche.

■ L'IMPORTANT, C'EST UNE AUTRE POLITIQUE SYNDICALE.

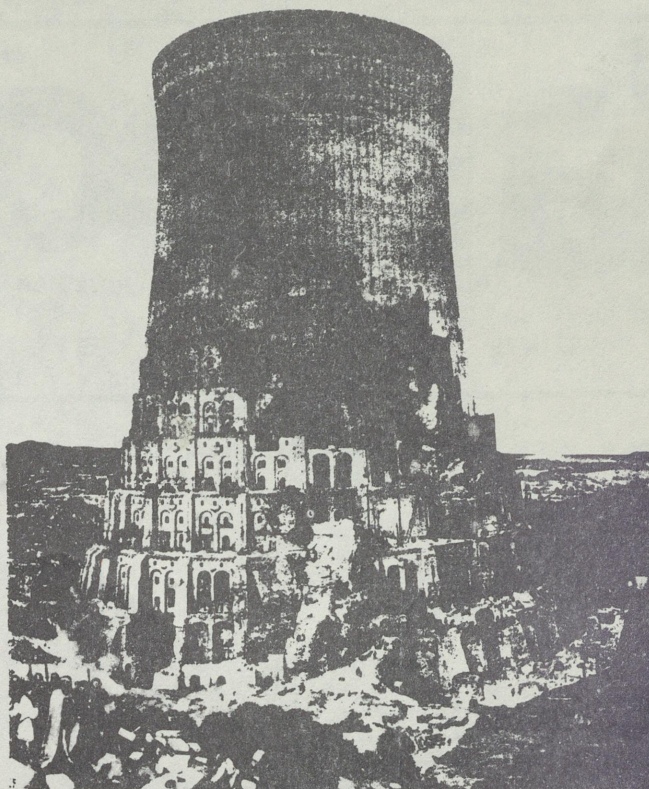
Aucune des propositions faites dans ces initiatives et pétitions ne permet de défendre des revendications précises qui remettent en cause la politique de paix du travail ni ne stimule l'activité des organisations syndicales dans les entreprises.

A lire: Témoignages de travailleuses de l'horlogerie.



Le renforcement du mouvement syndical ne se produira pas par de simples initiatives parlementaires et publicitaires, mais par la défense de revendications précises qui permettront aux travailleurs de s'organiser sur leurs lieux de travail. Un soutien actif aux premières luttes syndicales et à la réactivation du syndicat comme à travers le Manifeste 77, est indispensable pour renforcer le mouvement ouvrier contre le patronat et son Etat.

Ces prochains mois dans l'horlogerie, des éclé-



POUR UN MORATOIRE

49% en faveur de l'initiative anti-atomique - c'est un résultat remarquable, une victoire du mouvement anti-nucléaire si on pense aux moyens mis en oeuvre par les adversaires de l'initiative pendant la campagne, aux magouilles et manoeuvres de diversion du Conseil Fédéral et du lobby nucléaire. Ainsi par exemple un rapport complémentaire de la Commission pour une conception globale de l'énergie (CCGE) n'a été publié que le vendredi précédant la votation. Il disait en substance: "Ni les problèmes actuels ni les futurs problèmes de l'emploi ne peuvent être fondamentalement résolus à l'aide de la politique énergétique."

Cela dépend maintenant du mouvement anti-nucléaire et du mouvement ouvrier que ces 49% ne deviennent pas un chèque en blanc pour un développement "sans retenue" du nucléaire. Ce qui signifie qu'il faut continuer de s'engager pour un moratoire général. Il faut examiner le lancement d'une initiative pour l'arrêt de constructions de centrales nucléaires. Cette initiative est possible et réaliste si on pense que le nombre des anti-nucléaires s'accroît et que la sensibilisation sur cette question s'est considérablement élargie. C'est pourquoi il nous semble faux d'utiliser ces 49% pour une initiative encore plus minimale comme le préconisaient le PS et les Indépendants.

C'est pour les mêmes raisons de fond que nous disons clairement NON à la révision de la loi atomique. Cette loi fut une manoeuvre contre l'initiative mais contient aussi des mesures précises pour la poursuite du programme de construction d'installations nucléaires: le droit d'expropriation pour le stockage des déchets qui représente une urgence pour le lobby nucléaire, et la clause de la preuve du besoin qui a déjà été développée dans le CCGE. A cela s'ajoutent des dispositions transitoires favorables pour les trois prochaines centrales nucléaires: Kaiser-augst, Graben et Verbois ainsi que le droit à l'indemnisation lors de renonciation à une centrale nucléaire.

Qui a dit OUI à l'initiative anti-atomique doit dire NON à la révision de la loi atomique.

ances importantes comme le réajustement de salaire, la ratification des 42h en octobre, et le renouvellement d'une convention collective en 1980 sont des occasions de se battre pour une autre politique: pour les 35 heures immédiatement, pour le contrôle des travailleurs et des organisations ouvrières sur le volume de l'emploi, pour contrôler les rythmes de travail et les salaires. Il faut constituer des commissions syndicales d'entreprise indépendantes des directions patronales, et boycotter les commissions patronales.